

DREAL-UD69-FM
DDPP-SPE-FC

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE n° DDPP-DREAL 2025-77
portant autorisation de changement d'exploitant
du centre de maturation de mâchefers d'incinération d'ordures ménagères,
sur le territoire de la commune de SAINT-PIEST,
au bénéfice de la société NEXSTONE**

La Préfète de la Zone de défense et de Sécurité Sud-Est
Préfète de la Région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfète du Rhône
Commandeur de la Légion d'Honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite

- VU** le code de l'environnement, et notamment son titre 1er du livre V, en particulier l'article R. 516-1 ;
- VU** le code des relations entre le public et l'administration et notamment son article L. 411-2 ;
- VU** la loi n° 2023-973 du 23 octobre 2023 relative à l'industrie verte ;
- VU** le décret n° 2024-742 du 06 juillet 2024 portant diverses dispositions d'application de la loi industrie verte et de simplification en matière d'environnement, en particulier l'article 64 ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 30 mai 1997 autorisant la société PERRIER TP à exploiter un centre de maturation de mâchefers d'incinération d'ordures ménagères, route de Lyon à Saint-Priest ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 09 août 1999 modifiant les prescriptions de l'arrêté du 30 mai 1997 régissant l'exploitation du centre de maturation de mâchefers de la société PERRIER TP, route de Lyon à Saint-Priest ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 06 novembre 2002 modifiant les prescriptions de l'arrêté du 30 mai 1997 régissant l'exploitation du centre de maturation de mâchefers de la société PERRIER TP, à Saint-Priest ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 juillet 2014 fixant le montant des garanties financières exigées de la société PERRIER TP et modifiant l'arrêté du 30 mai 1997 régissant le fonctionnement des activités de la société PERRIER TP à Saint-Priest ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 décembre 2017 autorisant la société CMCA à se substituer à la société PERRIER TP pour l'exploitation de l'établissement situé 13 route de Lyon à Saint-Priest ;
- VU** le courrier du 26 mai 2021 de Monsieur Guillaume GERBAUD, président de la société Carrières et Matériaux Sud-Est - CMSE, ayant pour objet le changement de dénomination et de transfert de siège social de la société CMCA, au profit de la société Carrières et Matériaux Sud-Est - CMSE à partir du 1er avril 2021 ;
- VU** la demande du 18 septembre 2024 reçue par courriel, par laquelle la société CARRIERES ET MATERIAUX DU GRAND OUEST – CMGO sollicite le transfert à son bénéfice de l'autorisation du 30 mai 1997 ;

- VU** les attestations relatives aux capacités techniques et financières fournies par la société CMGO ;
- VU** le rapport du 6 décembre 2024 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;
- VU** la lettre du 19 décembre 2024 communiquant le projet d'arrêté à l'exploitant ;
- VU** le procès-verbal des décisions de l'associé unique en date du 26 décembre 2024 de la société CMGO, actant le changement de dénomination sociale de CMGO en NEXSTONE, et le transfert du siège social, à compter du 01 janvier 2025 ;
- VU** l'absence de remarque formulée sur le projet d'arrêté par l'exploitant par courrier électronique du 09 janvier 2025 ;

CONSIDÉRANT que le projet de changement d'exploitant ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la nature et l'ampleur du projet de changement d'exploitant ne rendent nécessaires ni les consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32, ni une nouvelle participation du public, ni la sollicitation du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

CONSIDÉRANT que dans son courriel du 18 septembre 2024, la société CMGO justifie de capacités techniques et financières suffisantes pour l'exploitation du site de SAINT-PIEST ;

CONSIDÉRANT le changement de dénomination sociale de CMGO en NEXSTONE ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales et réglementaires du changement d'exploitant sont réunies ;

SUR proposition de la préfète, secrétaire générale de la préfecture, préfète déléguée pour l'égalité des chances ;

ARRÊTE :

Article 1 – Identification

La société NEXSTONE, ci-après dénommée « l'exploitant » SIREN 537433187, dont le siège social est basé 1 rue du Colonel Pierre Avia 75015 PARIS, est autorisée à poursuivre l'exploitation, en substitution à la société Carrières et Matériaux Sud-Est – CMSE, au sens du titre 1er du Livre V du code de l'environnement, du centre de maturation de mâchefers situé 13 route de Lyon à Saint-Priest, conformément aux dispositions des arrêtés ministériels et préfectoraux applicables à cette exploitation.

Article 2 – Droits et obligations du nouvel exploitant

La société NEXSTONE devient titulaire de tous les arrêtés d'autorisations et autres actes administratifs relevant des droits et obligations des exploitants précédents et découlant de l'application de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement applicable au centre de maturation de mâchefers de Saint-Priest.

Article 3 – Publicité

Conformément aux dispositions des articles R. 181-44 et R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Saint-Priest et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie de Saint-Priest pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de Saint-Priest fera connaître par procès verbal, adressé à la Direction Départementale de la Protection des Populations - Service Protection de l'Environnement, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Rhône pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 4 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de LYON :

1° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter de l'affichage en mairie et de la publication sur le site internet des services de l'État dans le Rhône de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du 1er jour d'affichage de la décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision (Mme la préfète du Rhône – direction départementale de la protection des populations – 245, rue Garibaldi 69 422 LYON Cedex 03) et au bénéficiaire de la décision (société NEXSTONE – 1 rue du Colonel Pierre Avia 75015 PARIS), à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Lyon.

Article 5 - Exécution

La préfète, secrétaire générale de la préfecture, préfète déléguée pour l'égalité des chances, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées et le maire de Saint-Priest sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société NEXSTONE.